

2) que le budget ne fournisse aucun indice d'une tentative sérieuse en vue de supprimer la prodigalité ou de pratiquer l'économie dans les frais de l'administration nationale;

3) que la politique du Gouvernement décourage la production dont on a un si urgent besoin.

M. ANGUS MacINNIS (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, je tiens d'abord, avant de participer au débat, à féliciter le très honorable ministre des Finances (M. Isley) de l'exposé complet et détaillé qu'il a fait des affaires nationales dans son discours sur le budget. Je m'accorde sur ce point avec l'honorable député de Muskoka-Ontario (M. Macdonnell). Nous aimons tous deux le pêcheur en détestant son péché. Peut-être devrais-je dire ses péchés, car nous différons peut-être d'avis sur les fautes que nous haïssons.

Voilà le premier exposé budgétaire de temps de paix depuis 1939. De 1939 à 1946, les exposés budgétaires s'appliquaient à l'économie d'un pays en guerre. Dans les circonstances, nous ne nous attendions pas à un plan de longue portée. Nous reprochons donc principalement au premier exposé budgétaire de temps de paix depuis sept ans ce qu'il omet plutôt que ce qu'il renferme. Il est composé suivant la vieille formule traditionnelle. La critique qu'on vient d'entendre s'inspire elle aussi de rengaines surannées. Il suffit, pour le démontrer, de souligner que l'honorable député de Muskoka-Ontario a cité une déclaration prononcée en 1920 par le premier ministre (M. Mackenzie King).

Ce budget ne tient aucun compte de l'évolution sociale et économique qui s'est produite au Canada et dans le monde entier durant les dix années de crise économique et les six années de guerre. Il ne tient compte que des événements d'hier. J'ajoute que mon honorable ami le député de Muskoka-Ontario, lui aussi, ne tient compte que des événements d'hier, au lieu d'envisager l'avenir.

Puis-je rappeler à la Chambre qu'on nous a dit durant la guerre que jamais plus on ne laisserait l'économie du pays retomber à l'état des années 30; jamais plus on ne se condamnerait soi-même à vivre dans la pauvreté au sein de l'abondance possible et réelle. Et, pourtant, rien dans ce budget n'indique que le Gouvernement se propose d'honorer sa promesse. Durant la guerre, nous avons réalisé l'embauchage intégral et la sécurité économique qui en résulte. Tous les gens ayant le sens du progrès reconnaissent qu'il est possible d'en faire autant en temps de paix. Il est indubitable toutefois que ce n'est pas en s'en tenant aux moyens de fortune préconisés par l'entreprise privée qu'on atteindra ce but. Il faut soigneusement dresser un plan d'ensemble en vue de répondre aux besoins des civils en temps de paix, comme

on a répondu aux besoins militaires en temps de guerre. Ce premier budget du temps de paix, depuis sept ans, aurait dû chercher tout d'abord à organiser l'économie canadienne en vue de répondre aux besoins du peuple canadien.

Permettez-moi de signaler le résultat du manque d'organisation. Il est amusant d'entendre les tenants du Gouvernement et les membres de l'opposition parler de la période de 1930 à 1935 et des années antérieures. Les conservateurs disent: oh! oui, mais, au cours de la période écoulée entre 1930 et 1935, il y avait la crise économique mondiale et, comme l'honorable député de Muskoka-Ontario l'a déclaré, c'est l'héritage que nous avaient légué les libéraux. Malheureusement, les libéraux héritent aussi des conservateurs: les deux partis se sont toujours succédé à la direction du pays; ils ne font que se blâmer réciproquement et, bien entendu, ils ont raison.

Permettez-moi de citer un extrait du rapport de la Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces, parfois dite Commission Rowell-Sirois. A la page 155, Livre I, je trouve ce qui suit:

Lorsque disparurent les fondements des progrès réalisés...

Je prie les honorables députés à ma droite d'écouter attentivement ce qui suit:

...comme on l'entendait autrefois et que tomba à plein sur nos exportations spécialisées le contre-coup de la crise économique mondiale, l'œuvre de réadaptation devint un problème inextricable. Les organismes politiques, financiers et économiques du Canada ne s'adaptaient guère à nos régressions brusques et prolongées. Alors qu'il fallait un programme spécifique de coordination on tomba dans la confusion; au lieu d'une action positive qui s'imposait, on n'eut que des programmes négatifs et temporisateurs; à la place d'initiatives de longue portée qu'exigeaient les circonstances nouvelles, il n'y eut que la foi en un prompt retour à la prospérité d'antan.

Est-il plus grande vérité au sujet du budget? Est-il plus grande vérité, si on l'applique à ce que vient de dire l'honorable député de Muskoka-Ontario? Je cite maintenant un extrait du même volume, page 187:

La brève étude qui précède établit clairement qu'il n'existait pas de programme coordonné ou arrêté soigneusement, au Canada, en vue de l'assistance aux victimes de la crise. On a eu recours à une politique d'expédients qui n'a pas réussi à assurer tout le bien-être possible dans les circonstances ou à sauvegarder la situation financière des divers gouvernements. Le Dominion, d'où seul devait venir une direction, s'est contenté d'agir au jour le jour en insistant sur les obligations constitutionnelles des provinces et la nécessité de ne pas laisser les gens souffrir de la faim par tout le pays.

Les programmes qui ont échoué alors ne conviennent sûrement pas à 1946.

Monsieur l'Orateur, nous déplorons cette lacune fondamentale de l'exposé budgétaire, cet-